

LES PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE SUR LE BUDGET OUVERT 2017

L'Enquête sur le budget ouvert (EBO) est la seule évaluation indépendante, comparative et régulière de la transparence et la responsabilité budgétaire dans le monde. L'EBO est réalisée par des experts budgétaires indépendants qui ne sont pas associés aux gouvernements.

- L'Enquête sur le budget ouvert 2017 évalue la manière dont les gouvernements de 115 pays élaborent et mettent en ligne en temps opportun les huit documents budgétaires clés recommandés par les bonnes pratiques internationales. Elle se penche également sur les institutions supérieures de contrôle et les opportunités offertes au public quant à leur participation dans les prises de décisions nationales.
- L'EBO n'est pas une enquête d'opinion. En revanche, elle évalue des faits observables en utilisant 145 indicateurs pondérés.
- L'Enquête 2017 marque la sixième édition de l'Enquête sur le budget ouvert, sachant que les cycles précédents se sont déroulés en 2006, 2008, 2010, 2012 et 2015.

Pour les dernières années, une baisse de confiance du public a été observée dans le monde, due en partie à l'incapacité ou au refus des gouvernements de répondre aux défis majeurs, tels que la mauvaise gestion des ressources publiques et l'augmentation spectaculaire des inégalités. Une budgétisation publique ouverte et responsable est au cœur d'une bonne gouvernance démocratique, et constitue l'unique moyen de renforcer les interactions entre les gouvernements et les citoyens.

- L'Enquête sur le budget ouvert évalue la manière dont les conditions, indispensables au bon fonctionnement de la démocratie représentative, sont mises en place dans le domaine budgétaire. Ceci concerne par exemple, la libre circulation de l'informations et les possibilités pour le public de participer aux prises de décision.
- L'évaluation de la transparence, du contrôle et de la participation du public au processus budgétaire établie par l'EBO 2017 montre qu'aucun pays n'applique des pratiques appropriées dans ces trois domaines. Ceci peut être notamment expliqué par le fait que les gouvernements ne parviennent pas à créer des espaces formels qui encourageraient l'implication des citoyens dans les prises de décisions budgétaires. Par ailleurs, dans 22 pays sur les 115 pays évalués, les trois piliers, inhérents à un système de redevabilité budgétaire, sont faibles.
- Le plus inquiétant est que l'Enquête sur le budget ouvert 2017 révèle que, globalement, les progrès vers une plus grande transparence ont diminué modestement pour la première fois depuis la création de l'enquête par l'IBP.

Il existe des écarts importants dans la quantité d'informations budgétaires que les gouvernements mettent à la disposition du public.

- La situation actuelle de la transparence des finances publiques dans le monde est limitée avec de nombreux gouvernements qui ne publient pas les documents budgétaires clés. Sur le volet de l'enquête qui mesure la transparence budgétaire, trois pays évalués sur quatre ne mettent pas à la disposition du public des informations suffisantes sur leurs budgets nationaux et enregistrent des scores de 60 points ou moins (sur 100 points) pour l'Indice sur le budget ouvert (IBO).

- Dans 27 des 115 pays évalués, les gouvernements n'ont pas publié le document fondamental qui décrit les politiques budgétaires proposées par le gouvernement, à savoir le Projet de budget de l'exécutif.
- Près de 40% des documents budgétaires qui doivent être publiés dans le monde ne sont pas mis à la disposition du public. Soit ces documents n'ont pas été produits, soit ils ont été produits à des fins internes uniquement, soit ils n'ont pas été publiés en ligne ou ils ont été publiés avec trop de retard pour être utiles.
- L'Enquête a également révélé que même lorsque les documents budgétaires sont publiés, ils ne sont pas suffisamment détaillés. Par exemple, les informations de base que de nombreux citoyens souhaiteraient probablement avoir sur les dépenses sectorielles, la mise en œuvre du budget et les objectifs et résultats des dépenses ne sont pas incluses dans de nombreux documents budgétaires.
- Parmi les pays les moins performants figurent la Guinée équatoriale, le Lesotho, le Niger, le Qatar, le Venezuela et le Yémen. Tous ces pays ne publient aucun document budgétaire clé.
- Seuls, cinq pays évalués publient une quantité importante d'informations budgétaires. En haut du classement figurent l'Afrique du Sud, la Géorgie, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et la Suède.
- La transparence budgétaire ne dépend pas de l'aspect régional ou culturel. Les 11 pays qui publient les huit documents clés sont divers, représentant toutes les principales régions du monde : l'Afrique du Sud, le Brésil, la Bulgarie, la Géorgie, l'Indonésie, l'Italie, la Jordanie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou et la Suède.

Les progrès vers une plus grande transparence ralentissent pour la première fois depuis la création de l'Enquête par l'IBP. Cet enfreint vers le progrès de la transparence est particulièrement inquiétant compte tenu du faible niveau de transparence dans le monde.

- Le score moyen de l'IBO a baissé, passant de 45 à 43 entre 2015 et 2017 pour les 102 pays évalués dans les deux éditions de l'enquête.
- Un facteur important expliquant les tendances changeantes de la transparence observées cette année est l'inversion des acquis antérieurs en Afrique subsaharienne. Sur les 27 pays d'Afrique subsaharienne évalués dans les enquêtes de 2015 et 2017, les scores de transparence ont baissé dans 22 pays. En revanche, les scores moyens ont augmenté en Asie, compensant en partie les pertes enregistrées en Asie du Sud en 2015. Dans d'autres régions, les scores ont peu augmenté ou baissé.
- Le nombre de documents budgétaires clés publiés a diminué pour la première fois depuis la création de l'enquête par l'IBP. La baisse du nombre de documents budgétaires publiés est la cause principale de la baisse du score moyen de l'IBO.
- La baisse de la transparence budgétaire en 2017 n'a pas affectée les gains des cycles précédents de l'Enquête sur le budget ouvert. Les pays fournissent une quantité plus élevée d'informations budgétaires en 2017 qu'il y a dix ans. En réalité, le score moyen de l'IBO a augmenté de six points depuis 2008 dans 77 pays pour lesquels des données comparables sont disponibles.
- Bien que le nombre de documents budgétaires accessibles au public ait diminué pendant cette édition de l'enquête par rapport à 2015, les documents budgétaires publiés contiennent davantage d'informations qu'ils n'en contenaient les années précédentes. Par exemple, des informations plus importantes ont été fournies dans les Projets de budget de l'exécutif en 2017

dans des catégories clés telles que les transferts vers les entreprises publiques et les dépenses consacrées aux pauvres.

- Tous les pays n'ont pas été touchés par une baisse de transparence dans l'EBO 2017. Depuis leur inclusion dans l'EBO, un certain nombre de pays tels que la Géorgie, la Jordanie, le Mexique et le Sénégal, ont enregistré des gains significatifs en termes de transparence. Le remarquable progrès enregistré dans ces quatre pays prouve que tous les gouvernements peuvent améliorer la transparence budgétaire. Ces progrès sont le fruit des efforts déployés par des gouvernementaux responsables, une société civile et des citoyens actifs et impliqués, des médias vigilants, des bailleurs de fonds et des organisations du secteur privé engagés.

Les problèmes associés au manque de transparence budgétaire sont aggravés par le manque d'opportunités de participation du public à la budgétisation et par l'existence d'institutions de contrôle faibles et inefficaces.

- Aucun des 115 pays évalués ne propose des possibilités de participation jugées appropriées (à savoir, un score de 61 ou plus). Le score global moyen n'est que de 12 sur 100 sachant que 111 pays enregistrent de faibles scores (inférieurs à 41). Seuls quatre pays obtiennent des scores qui illustrent des possibilités modérées de participation publique (un score de 41 à 60) : l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines et le Royaume-Uni.
- Il existe pourtant des mécanismes prouvés permettant d'améliorer la participation du public. Le gouvernement de Corée du Sud a mis en place un centre de déclaration du gaspillage des fonds publics, auquel peuvent s'adresser les citoyens pour dénoncer l'utilisation inefficace des ressources par le gouvernement. Cette démarche a permis de réaliser 16 milliards de dollars d'économies budgétaires au cours des 16 dernières années. Le précédent gouvernement des Philippines a fait un effort concerté pour travailler avec les organisations de la société civile (OSC) à travers des accords de partenariat budgétaire, qui ont abouti à l'amélioration de la participation, la collaboration et le plaidoyer en faveur de réformes entre le gouvernement et les OSC.
- Les législatures n'assurent qu'un contrôle limité du processus budgétaire. Les législatures modifient le budget proposé dans plus de la moitié des pays évalués, mais dans une majorité de pays, l'exécutif peut apporter des modifications au budget pendant sa mise en œuvre sans l'approbation de l'assemblée législative. Dans plus d'un tiers des pays, les organes législatifs n'examinent aucun rapport d'audit produit par les institutions supérieures de contrôle.
- Bien que les conditions de base permettant aux institutions supérieures de contrôle d'exercer leur fonction de contrôle soient en place dans la majorité des pays étudiés, la situation a généralement tendance à être moins favorable dans les pays où la transparence budgétaire est moins élevée.
- Pour la première fois, l'EBO a évalué des institutions financières indépendantes – qui sont des institutions indépendantes et non partisans rattachées à des branches législatives ou exécutives du gouvernement. L'Enquête sur le budget ouvert a révélé que dans 18 pays, les institutions financières indépendantes sont dotées de ressources suffisantes, dans 10 pays les institutions financières indépendantes ne disposent pas de ressources suffisantes ou ne sont pas juridiquement indépendantes, et 87 pays ne disposent pas d'institutions financières indépendantes.

La réforme systématique du système budgétaire exige que les parties prenantes travaillent ensemble pour assurer la disponibilité des informations, la prise de décisions efficaces, équitables et adaptées, et leur mise en œuvre réelle.

- L'IBP encourage les corps exécutifs nationaux à mettre en place des mécanismes formels de participation du public à la budgétisation et à compléter ces mécanismes en fournissant suffisamment d'informations budgétaires (représentant un score de 61 ou plus de l'Indice sur le budget ouvert) afin de garantir que les opportunités de participation des citoyens soient significatives. La publication sur leurs sites web de l'ensemble des documents budgétaires produits par les gouvernements est une première étape simple que ces derniers devraient prendre.
- Les assemblées législatives, les institutions supérieures de contrôle et les autres agences de contrôle doivent être renforcées afin d'assurer la mise en œuvre des décisions prises au début du processus budgétaire. Les institutions de contrôle doivent élargir le nombre des mécanismes participatifs existants et améliorer leur inclusivité afin d'encourager une participation plus significative du public au processus budgétaire.
- Les organisations de la société civile doivent continuer à plaider en faveur d'une plus grande transparence tout en soulignant la nécessité de faire entendre les voix des personnes les plus vulnérables pendant les débats budgétaires. Elles doivent également, dans la mesure du possible, utiliser les informations budgétaires disponibles et s'engager dans les débats budgétaires.
- Les bailleurs de fonds doivent assurer que leur aide financière contribue à l'amélioration de la transparence budgétaire et de la participation du public au processus budgétaire. Cet objectif peut être atteint grâce à une coordination plus étroite entre les bailleurs de fonds et les parties prenantes nationales, telles que la société civile et les organes de contrôle gouvernementaux, en mettant l'accent non seulement sur les réformes de la transparence mais également sur la durabilité de ces réformes et le renforcement de la participation du public à la budgétisation.